

# L'extrême droite proche du pouvoir en Autriche

Norbert Hofer, le candidat du FPÖ, est le favori du second tour de la présidentielle, ce dimanche 22 mai. Pour la première fois, un ultranationaliste serait à la tête d'un pays de l'Union européenne.

## Entretien



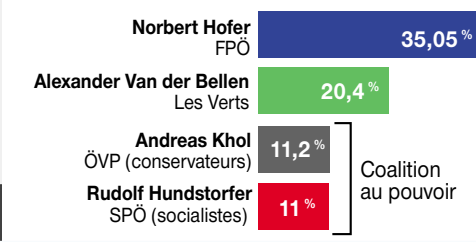
**Evelyn Regner**, eurodéputée autrichienne du S & D, membre du SPÖ (Parti socialiste autrichien).



**Norbert Hofer**  
candidat du FPÖ (extrême-droite)



**Au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, le 24 avril**  
Inscrits : **6 382 486** (pour 8 665 550 habitants)  
Votants : **4 371 912** **Abstention : 31,5 %**



**Alexander Van der Bellen**  
candidat des Verts

avec des racines nazies, racistes. Les leaders du FPÖ savent utiliser les moyens démocratiques au service d'un système qui prône l'inverse. Si Norbert Hofer l'emporte dimanche, nous nous attendons à ce qu'il bonnisse sur la première occasion, pour démettre le gouvernement et nommer un Chancelier issu de son parti, avant les législatives de 2018.

### Pourquoi aucun parti n'a-t-il appelé à faire barrage en votant pour le Vert Van der Bellen ?

Certains, dont moi, l'ont fait à titre personnel. Ne pas appeler, comme vous, en France, à un front républicain, relève d'une stratégie nationale liée à notre expérience avec l'extrémiste Jörg Haider. Notre front commun après son élection comme

gouverneur du land de Carinthie, en 1989, n'a pas empêché sa réélection en 1999 (jusqu'à sa mort en 2008).

### Êtes-vous inquiète ?

Très. Car malgré les ardoises laissées par la mauvaise gestion de Jörg Haider en Carinthie, et que les contribuables payent encore, les Autrichiens restent attirés par le FPÖ. Cet avenir noir nous pousse à réfléchir sur nos valeurs socialistes à bout de souffle. Les idées nouvelles ne peuvent pas venir d'un parti né du nazisme.

Recueilli par  
**Christelle GUIBERT.**

### ■ L'Union européenne n'a plus de secret pour le FPÖ depuis l'élection

d'Andreas Mölzer au Parlement européen, en 2004. L'idéologue de feu Jörg Haider a été évincé des Européennes en 2014, après avoir comparé l'UE au III<sup>e</sup> Reich et à un « **conglomérat noir** ».

Il y a deux ans, le FPÖ a néanmoins fait élire trois députés à Strasbourg, tous affiliés au groupe de Marine Le Pen (ENL), dont Harald Vilimsky (secrétaire général du FPÖ).

Leur politique ? Voter contre tous les projets de l'Union européenne et envenimer les divisions. « **L'Ouest est moribond, nous regardons vers l'Est** », nous indiquait Vilimsky, soutenant ainsi l'euroscpticisme de la Hongrie ou de la Slovaquie, anciennes terres de l'empire austro-hongrois, dont le FPÖ est nostalgique.

# Au Mali, les bons plans du désarmement

De nombreux jeunes chômeurs veulent rallier les groupes armés pour profiter des avantages du processus de démobilisation.

**Bamako**  
De notre correspondant.

C'est aujourd'hui que les groupes armés du nord malien doivent déposer les listes de leurs membres en vue de leur cantonnement puis de leur réinsertion. Mais les compteurs s'affolent.

D'abord, « **les groupes armés avancent un nombre absurde de miliciens pour peser dans les négociations sur la mise en œuvre de l'accord de paix. Chacun veut sa part. Il y a beaucoup d'argent en jeu. C'est le business de la paix** », explique un conseiller du gouvernement. La Coordination des mouvements de l'Azawad revendique 9 000 hommes ; la Plateforme des groupes armés pro-gouvernement 18 000 !

Ensuite, ce « **business de la paix** », d'une valeur de 4 milliards de francs CFA (6 millions d'euros), attire de nombreux Maliens sans emploi, qui n'ont jamais fait le coup de feu, mais qui espèrent profiter des mesures de réinsertion financées par la communauté internationale.

« **Des dizaines de jeunes ont quitté le sud du pays et tentent de rallier les groupes armés. Ils pensent qu'une arme leur suffira pour être considérés comme des combat-**



Un soldat malien dans la ville de Kidal.

**tants. De faux recruteurs misent sur l'ignorance de ces chômeurs et promettent un enrôlement rapide dans l'armée ou la gendarmerie** », se désole Abdurrahmane Maiga, membre de la Plateforme.

Issa est un de ces pseudo-miliciens. A 31 ans, ce membre des Jeunes Patrouilleurs de Gao, un mouvement de la société civile qui n'est aucunement signataire de l'accord de paix signé en juin 2015 entre le gouvernement et les groupes armés du nord, exige de bénéficier des mesures de cantonnement. Objectif : « **Obtenir un poste dans l'armée ou l'administration maliennes, ou un poste aux Nations unies** », rêve Issa.

François RIHOUAY.

# Au Venezuela, Capriles défie le pouvoir

Le jeune chef de la droite appelle la rue à désobéir au président Maduro, qui a décrété l'état d'urgence et mobilisé l'armée.

## Profil



**1972.** Naît à Caracas.  
**1998.** Élu député.  
**2008.** Gouverneur de Miranda.

Henrique Capriles Radonski a-t-il la moelle pour diriger le Venezuela ? L'heure de vérité a sonné pour le leader – pas toujours contesté –, de l'opposition aux socialistes, à la tête du pays depuis bientôt deux décennies. À 43 ans, ce fils de riches industriels au physique de basketteur a déjà disputé deux présidentielles sous les couleurs de la Mud, une large coalition qui court du centre-gauche à la droite extrême.

En 2012, il était écrasé de dix points par un Hugo Chavez toujours populaire, mais rongé par le cancer. En 2013, après la mort du *comandante*, il ne fut battu que d'un souffle par le socialiste Nicolas Maduro, dauphin désigné par le père de la « révolution

bolivarienne ». Malgré des doutes sur la régularité du scrutin, le modéré Capriles finit par s'incliner.

Beaucoup, à droite, le lui reprochèrent. On le crut éclipsé quand, au début de 2014, le bouillonnant et droitier Leopoldo Lopez prit la tête des manifestations contre un régime de plus en plus autoritaire. Lopez est en prison, condamné à quatorze ans pour incitation à la violence.

### Petit-fils de déportés

Capriles, le petit-fils de Polonais déportés à Treblinka, est toujours là, héraut d'une opposition qui a conquis la chambre des députés à l'automne. Et cette fois, il semble décidé à forcer le destin. Menacé par une procédure de destitution, le président Maduro, dont 68 % des Vénézuéliens souhaitent le départ, a décrété l'état d'urgence ce week-end et doté l'armée de pouvoirs spéciaux. Capriles a relevé le gant, sommant l'armée de « **choisir entre Maduro et la Constitution** » et appelant à la population à « **la désobéissance civile** ». Cette nuit, les deux camps devaient se mesurer dans la rue.

Bruno RIPOCHE.

# La Pologne réclame toujours plus à l'Otan

Inquiétée par la menace militaire russe, Varsovie exige que des troupes des pays de l'Otan soient déployées en permanence sur son sol.

Le prochain sommet de l'Otan, à Varsovie, les 8 et 9 juillet, s'annonce chaud. L'hôte, la Pologne, n'en finit plus de faire monter les enchères. Elle exige le déploiement d'un bataillon de l'Otan dans chacun des Pays Baltes ainsi qu'en Pologne, et la mise en place d'états-majors permanents chez elle.

« **Nous considérons que la menace russe est réelle car Poutine est imprévisible**, explique, sous couvert de l'anonymat, un haut fonctionnaire polonais en charge de la préparation du sommet de Varsovie. **Les Russes testent l'unité de l'Otan, donc nous devons montrer notre résistance.** »

Les discussions sont animées. « **En ce qui concerne les Pays Baltes, la demande semblait justifiée**, témoigne une source française au sein de l'organisation, **mais les militaires voulaient prendre le temps de discuter des autres demandes de la Pologne. Or, celle-ci a exigé que sa proposition de texte soit votée à la virgule près.** »

Refus du comité militaire de l'Otan. Du coup, les Polonais ont bloqué un autre sujet à l'ordre du jour : l'évolution de la surveillance aérienne des pays de l'Alliance.

La demande polonaise a été transmise aux ministres de la Défense qui

se réuniront les 14 et 15 juin. « **Pour les pays du sud de l'Europe et la France, c'est la question du terrorisme et des migrants, donc le flanc sud de l'Europe, qui est prioritaire ; pour nous et les Pays Baltes, c'est le flanc est**, assène le haut fonctionnaire polonais. **Nous voulons que tout le monde soit satisfait, mais pas accepter un compromis bancal.** » En attendant la décision des ministres de la Défense, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance se retrouvent aujourd'hui et demain, à Bruxelles. À eux d'arrondir les angles.

Jacques DUPLESSY.



Un exercice de l'Otan l'année dernière en Pologne.

# Le monde et l'Europe en bref

## Illettrés

Peter Dutton, ministre australien de l'Immigration, a qualifié les réfugiés voulant rentrer dans son pays d'illettrés. « **La plupart des gens ne sauront pas compter, ni lire ni écrire dans leur propre langue, sans même parler anglais** », a-t-il déclaré, mardi, à Sky News. Ces propos, tenus à l'approche des élections fédérales (2 juillet) ont été largement critiqués par l'opposition.

## États-Unis : Clinton ne parvient pas à écarter Sanders

Les deux candidats à la primaire démocrate se sont partagé, mardi, les États du Kentucky et de l'Oregon. Hillary Clinton a obtenu dans le Kentucky 46,8 % des voix, contre 46,3 %

pour Bernie Sanders. Mais le sénateur du Vermont s'accroche à la compétition. Dans l'Oregon, il a obtenu 54,8 % des voix, contre 45,2 % pour Hillary Clinton.

## Mexique : le président pour le mariage homosexuel

Enrique Peña Nieto a proposé, mardi, de légaliser le mariage homosexuel dans tout le Mexique. À ce jour, il n'est autorisé qu'à Mexico, depuis 2009, et dans trois autres États.

En juin 2015, la Cour suprême de ce pays fortement catholique avait estimé que l'interdiction du mariage homosexuel était contraire à la Constitution.

## Les sociaux-démocrates allemands sous les 20 %

Le Parti social-démocrate, membre de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, est soutenu par moins de 20 % des Allemands, selon un sondage publié hier par l'institut Forsa. C'est la première fois que le SPD passe sous ce seuil en vingt ans. Les sociaux-démocrates,

emmenés par Sigmar Gabriel, ministre de l'Économie, font les frais de la poussée de l'Alternative für Deutschland (droite populiste), qui tire profit du sentiment anti-migrants. Les prochaines élections fédérales se tiendront en septembre 2017.

## Sri Lanka : 150 disparus après des coulées de boue



Plus de 150 personnes sont présumées mortes au Sri Lanka, après deux glissements de terrain, survenus, hier, après trois jours de pluies diluviennes. Cent cinquante autres ont pu être secourues. Trois villages du centre du pays, dont Bulathkhopitiya (photo) ont été ensevelis par des coulées de boue. Celles-ci ont

contraint plus de 350 000 habitants à quitter leur foyer. Trente-sept décès ont été confirmés depuis le début des intempéries. La zone touchée se trouve à 100 km de Colombo, la capitale. Le président sri-lankais, Maithripala Sirisena, s'est rendu, mercredi, à Aranyaka, l'un des villages touchés par la coulée de boue.

## Encore deux forts séismes en Équateur

Un premier séisme, de magnitude 6,7, a frappé l'ouest de l'Équateur, hier, dans la matinée. L'épicentre était situé sur la côte, à 58 km au sud d'Esmeraldas, à une profondeur de 10 km. Le président, Rafael Correa, a indiqué dans la journée qu'il « **n'y a pas d'alerte au tsunami** ». Un se-

cond séisme, plus puissant, de magnitude 7,2, a été relevé par l'Institut géophysique équatorien, dans l'après-midi. Ces secousses ont fait au moins six blessés. Elles répliquent le séisme de magnitude 7,8, qui a fait plus de 3 520 morts et 16 600 blessés, le 16 avril.

## Moteurs truqués : Suzuki aussi...

Le quatrième constructeur japonais a annoncé, hier, avoir utilisé des méthodes trompeuses de mesure de la consommation de carburant de ses voitures. Suzuki contrôle environ 30 % du marché local des mini-véhi-

cules, les voitures d'une puissance de moins de 660 cc. On a aussi appris, hier, la démission du patron de Mitsubishi Motors, Tetsuro Aikawa, emporté par un scandale de fraudes aux tests d'homologation.

## Nigeria : une des filles de Chibok a été retrouvée

L'une des 219 lycéennes enlevées le 14 avril 2014 à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, par les islamistes de Boko Haram, a été retrouvée, hier. « **Nous confirmons que l'une des lycéennes enlevées à Chibok [...]** faisait partie de personnes secou-

ries par nos troupes », a indiqué le porte-parole de l'armée nigérienne, le colonel Sani Usman. La jeune fille, âgée de 17 ans au moment du rapt, a été retrouvée avec un bébé dans les bras. Les autorités restent sans nouvelle des 218 autres lycéennes.

## Moyen-Orient : aide aux minorités persécutées

Vous pouvez adresser vos dons à Ouest-France Solidarité, Aide aux minorités persécutées au Moyen-Orient, 10, rue du Breil, 35 051

Rennes cedex 9 ou via Internet, sur le site [ouestfrance-solidarite.org](http://ouestfrance-solidarite.org). Un reçu fiscal vous sera adressé en début d'année prochaine.